L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

Bureaux, no 73 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLÉANS.

VENDREDI 6 JUIN 1879

LA CONVENTION.

Séance de jeudi, 5 Juin.

La séance est ouverte à neuf heures. Quatre-vingtseul membres sont présents. M. White occupe le fauteuil.

M. Edwards, au nom du comité d'agriculture, présente un rapport qui diffère d'une manière importante de celui du comité d'agriculture et de colonisation actuellement à l'agriculture.—Le rapport est reçu.

Le secrétaire lit le rapport du département des terres de l'Etat, M. Swisher, sur le "New Basin Canal" et Canal de Nouveau Bassin.

M. Leake offre un substitut, actuellement la location est l'abandon, dit-il, du canal, soit du chemin nécessaire; fait un devoir, à la prochaine Législature, de décréter la dépossession d'un entrepreneur, qui devra être nommé par le gouverneur, à la demande des actionnaires et des propriétaires de quelques, d'où; déclare que les guillotines, &c., ne devraient pas payer plus de 10 cents par tonneau.

M. Leake est d'opinion que l'ordonnance du canal est de la législature quelconque, et trop longue. Son substitut donnerait tout ce qui désirait les partisans d'une meilleure administration.

M. Thompson s'oppose à l'amendement au substitut; il ne voit pas que le commerce soit livré aux capitaux en sous-entendu de la Législature. La dépêche de M. Tunnard, daté longuement le rapport du comité; il maintient, en dépit de l'opinion de la minorité, que les conditions du marché n'ont pas été remplies.

M. Partenge.—A quelle époque le contrat expire-t-il?

M. Thompson.—En 1881.

M. Partenge.—L'adoption du rapport abolirait-elle le conseil actuel?

M. Thompson.—Non, monsieur.

M. Lynes.—Quel serait le revenu que le canal donnerait à l'Etat, d'après le rapport de la majorité?

M. Thompson.—Trente mille piastres par an.

M. Benham propose un proviso, enfant un bureau qui devra louer le canal après trente jours d'avis.

M. Ott combat le substitut; il craint l'influence des monopoles.

M. Pardee fait observer à Assemblée qu'un des articles adoptés prohibe les privilèges et monopoles pour perpétuités. Le canal revient à l'Etat, et la Législature devra veiller à l'accomplissement de la propriété. Le délégué d'Orléans est donc opposé à ce que la nouvelle porte indéfiniment condamne quoi que ce soit de sujet à la canal.

M. Stone dit que le comité lui-même a conclu le canal, non pas de l'Union St. Charles étant, mais dans le cadre. Celui-ci est donc au droit affirmé et ne répond, sous aucun rapport, aux besoins du commerce, qui a été donné. Sous ensemble, le grand commerce des bois de construction et de charpente, mais encore une partie de la population de la Nouvelle-Orléans, est souffrant. Les conditions du marché ont été sérieusement violées, et elles ont été violées avec impunité par des spéculateurs répudiés comme et démocrate, parce que le peuple ne s'est point soulevé contre le pillage dont il était victime.

M. Benham est persuadé, pour le rapport du comité; il ne veut plus des taxes prélevées du pays et d'une faveur de leurs résultats.

M. McConnell appuie le substitut de M. Leake.

M. Sutherlin est d'opinion que les intérêts du fermier étaient ne sont pas en jeu. Le contrat n'expirant que le 4 mars 1881, mais les intérêts du commerce sont un avertissement au peuple. Il ne convient pas que le canal cesse d'être sous le contrôle, encore moins de cesser d'être la propriété de l'Etat, et devienne la propriété d'une entreprise ou d'un individu. Le commerce demande une économie des taxes de regretter profondément le manquer.

Sur motion de M. Sutherlin, le proviso de M. Benham est déposé sur le bureau.

M. Leake, répondant à M. Thompson, dit que la taxe de 10 cents par tonneau, taxe auquel s'oppose le délégué de St-Tammany—se trouvé dédié le deuxième article du rapport du comité, que présentait le délégué.

M. McConnell fait la guerre d'ajourner, dans le substitut de M. Leake, la taxe de 10 cents par tonneau, et celle des capitaines et des propriétaires de quillotines, &c.; déclare que les guillotines, &c., ne devraient pas payer plus de 10 cents par tonneau.

M. Leake est d'opinion que l'ordonnance du canal est de la législature quelconque, et trop longue. Son substitut donnerait tout ce qui désirer